



AMBASSADE DE FRANCE
EN BIRMANIE

Chroniques de Birmanie

Semaine du 28 octobre au 3 novembre 2019

État Rakhine

❖ Affrontements entre l'*Arakan Army* et l'armée birmane

- Entre le 27 et le 30 octobre, des affrontements ont eu lieu dans le township de Minbya entre la Tatmadaw (armée) et l'*Arakan Army* (AA).
- Le 28 octobre, la Tatmadaw a été attaquée par l'AA, dissimulée dans des bâtiments religieux, dans le township de Buthidaung.

❖ Prises d'otages dans le Rakhine

- Le 26 octobre, l'AA a enlevé 168 personnes présentes sur un bateau quittant le port de Rathedaung. 110 d'entre eux, principalement des femmes et des enfants, ont été libérés dans la journée. Les 58 autres, principalement des forces armées, étaient retenus sur 3 bateaux.
- Le 27 octobre, la Tatmadaw a lancé une attaque avec 3 hélicoptères pour libérer ces otages : 2 bateaux ont été coulés, de nombreuses personnes ont perdu la vie et 15 otages ont été libérés. Les membres de l'équipage auraient été arrêtés par l'armée, qui les aurait torturés lors d'interrogatoires sur leurs liens éventuels avec l'AA. L'armée considère qu'il s'agit de propagande.
- Le 28 octobre, le porte-parole de l'AA a annoncé la libération de 12 personnes qui avaient été enlevées le 11 octobre dans un bus près de Mrauk-U, car l'AA avait vérifié qu'ils étaient « d'authentiques civils ». Les autres prisonniers seraient en bonne santé.

❖ Populations civiles

- Le 30 octobre, une violente vidéo montrant un civil battu à mort par des membres d'un groupe armé non identifié, mais parlant arakanais, a circulé quelques heures sur les réseaux sociaux birmanais. La Tatmadaw comme l'AA se sont accusés mutuellement du crime ; le porte-parole de l'AA a exigé que les médias aient accès au Rakhine.
- Le 3 novembre, à l'occasion du forum des femmes arakanaises pour la paix organisé à Sittwe, des ONG ont demandé au gouvernement de mettre en place une commission des droits de l'Homme indépendante et efficace pour lutter contre les violations de ces droits dans les conflits armés.

❖ Retours volontaires de réfugiés du Bangladesh

- Le 31 octobre, près de 50 réfugiés du Bangladesh sont revenus au nord du Rakhine ; ils ont été accueillis par l'UEHRD dans les camps de Taung Pyo Letwe et de Nga Khu Ya. Ils pourront retourner dans leurs villages d'origine qu'une fois leurs identités vérifiées.
- Au moins 397 réfugiés sont retournés volontairement en Birmanie depuis 2017.

État Shan

❖ Populations civiles

- Le 27 octobre, un moine bouddhiste d'ethnie ta'ang aurait été torturé dans le township de Kutkai par la Tatmadaw car il aurait été en possession d'équipements militaires de la *Ta'ang National Liberation Army* (TNLA). Le porte-parole de l'armée a assuré qu'il n'était pas au courant de l'affaire, et ajouté que l'armée prendrait les mesures nécessaires contre les soldats pour mauvaise conduite.

❖ Processus de paix

- Le 29 octobre, l'Alliance de la fraternité a demandé à l'armée de cesser ses offensives militaires dans les zones contrôlées par les groupes ethniques pour créer un climat favorable aux négociations de paix. Elle a aussi dénoncé la haine ethnique de l'armée, qui s'en prend aux civils.
- Les membres de l'Alliance du Nord et le gouvernement sont encore en train de négocier les modalités de leur prochaine rencontre, prévue pour début novembre.

Processus de paix, minorités ethniques et affaires frontalières

❖ Anniversaire de l'accord national de cessez-le-feu

- Le 28 octobre, le gouvernement et les représentants de 9 groupes ethniques armés signataires de l'accord national de cessez-le-feu (NCA) se sont réunis pour célébrer le 4^{ème} anniversaire de la signature du NCA. Seul le groupe *Restoration Council of Shan State* (RCSS), également signataire, n'a pas été en mesure d'y assister.
- La conseillère pour l'État y a annoncé que son gouvernement allait redoubler d'efforts dans les négociations avec les groupes ethniques non signataires du NCA. Elle a présenté les 3 étapes prévues dans l'établissement de la paix en Birmanie : l'organisation d'une nouvelle conférence de Panglong du XXI^{ème} siècle, la recherche d'accords sur la construction d'une république fédérale et le choix des priorités des négociations après les élections générales de 2020.
- Le commandant en chef des forces armées Min Aung Hlaing y a condamné les attaques « terroristes » de l'Alliance de la fraternité dans le nord du Shan, considérant qu'elles ne jouaient pas en faveur des minorités ethniques ; il a aussi dénoncé les attaques de l'AA et de l'*Arakan Rohingya Salvation Army* (ARSA) dans le Rakhine, qui gênent le processus de paix, et exigent une réponse de l'armée. Il a ajouté que seules des négociations politiques pouvaient résoudre la situation.
- La réunion conjointe de mise en œuvre du NCA (JICM), prévue à l'issue des festivités, n'a pu avoir lieu à cause de l'absence du président de la *Peace Process Steering Team* (PPST), réunion des 10 groupes ethniques, et président du *Restoration Council of Shan State* (RCSS), Yawd Serk. Il accuse l'armée d'avoir empêché sa participation afin de discréditer le pouvoir du gouvernement civil ; l'armée blâme la désorganisation du RCSS.
- Le président de la *Karen National Union* (KNU), en retrait des négociations depuis 2018, a rencontré Aung San Suu Kyi, Min Aung Hlaing et des membres du *National Reconciliation and Peace Council* (NRPC) gouvernemental, afin de discuter du processus de paix dans l'État Karen. Il a déploré l'absence de progrès dans les négociations, considérant qu'elles étaient bloquées par « les doutes, l'anxiété et la défiance, en plus d'une forte haine » entre les parties prenantes.

❖ Populations civiles

- Le 3 novembre, 10 personnes, dont un parlementaire du township de Paletwa et 5 citoyens indiens, ont été enlevées par l'AA alors qu'elles se rendaient en bateau de Paletwa (Chin) à Kyauktaw (Rakhine).
- 42 personnes sont mortes et 126 ont été blessées dans des explosions de mines antipersonnel depuis le début de l'année 2019. 46% des explosions ont eu lieu dans le Shan, 24% dans le Rakhine et 18% dans le Kachin. En 2018, elles avaient été à l'origine de 23 morts et 136 blessés.

Situation intérieure

❖ Réforme de la Constitution

- Le 23 octobre, la conseillère pour l'État Aung San Suu Kyi a déclaré à la revue japonaise *Nikkei Asian Review* que la réforme de la Constitution de 2008 n'aurait pas lieu avant les élections générales de 2020, à cause du « manque d'enthousiasme » des parlementaires militaires aux propositions d'amendement de son parti.
- Les parlementaires de la NLD ont précisé qu'il ne s'agissait que de ses vues personnelles, et que la commission de réforme continuerait ses travaux au parlement.
- Le porte-parole des parlementaires militaires a répondu que son groupe avait fait beaucoup de propositions de réformes, notamment en faveur des minorités.
- Les parlementaires des partis ethniques d'opposition estiment que de telles déclarations sont la preuve de l'échec des promesses électorales de la NLD.

❖ Liberté d'expression

- Le 30 octobre, 5 membres de la troupe de théâtre traditionnel et satirique *Peacock Generation* ont été condamnés à 1 an de prison en vertu de l'article 505(a) du code pénal, pour avoir représenté l'armée de manière satirique dans un spectacle en avril 2019. *Amnesty International* a dénoncé cette décision qui va à l'encontre de la liberté d'expression.
- Le 31 octobre, des poursuites judiciaires ont été entamées en vertu de l'article 505(a) contre l'ancien capitaine de l'armée Nay Myo Zin, déjà en prison à Rangoun pour avoir déclaré que la Constitution de 2008 était antidémocratique, le poète Saw Wai et l'avocat Kyi Myint. Ils avaient organisé une manifestation en avril en faveur de la réforme de la Constitution, et auraient fait des remarques « diffamantes » envers la Tatmadaw.
- Depuis avril 2019, 30 procès ont été menés contre des militants politiques, notamment ceux qui se sont prononcés en faveur d'une réforme de la Constitution ; 26 cas ont été engagés par l'armée.

❖ Procès du moine Wirathu

- Le 29 octobre, un tribunal de Rangoun a ordonné de geler les comptes en banque du moine ultranationaliste Wirathu. Le moine est en fuite depuis le mois de mai, après un mandat d'arrêt contre lui en vertu de l'article 124(a) du code pénal pour ses critiques envers le gouvernement.

❖ Eaux polluées dans l'État Karen

- Depuis la mi-octobre, l'eau de lacs et de bassins approvisionnant en eau potable la ville de Hpa-an est anormalement polluée et très sombre. Le gouvernement local a fourni de l'eau potable aux habitants de la région.
- Une enquête menée par l'ONG *Advancing Life and Regenerating Motherland (ALARM)* estime que les eaux contiennent un taux élevé de chlorures et de phosphates, tout en restant potables si elles sont filtrées. Des associations de la société civile considèrent qu'il faut d'abord savoir pourquoi ces eaux étaient si sales.
- Les soupçons et les rumeurs circulant sur les réseaux sociaux portent sur la cimenterie Myaing Kalay, détenue par la société militaire *Myanmar Economic Holdings Company (MEHC)*.

Relations extérieures

❖ Sommet de l'ASEAN

- Les 2 et 3 novembre, la conseillère pour l'État Aung San Suu Kyi s'est rendue à Bangkok (Thaïlande) pour participer au 35^{ème} sommet de l'ASEAN et à ses sommets connexes.
- Elle y a présenté les différents projets de modernisation économique de la Birmanie et loué la 4^{ème} révolution industrielle en cours ; elle a aussi remercié l'ASEAN pour le développement humain qu'elle avait apporté à la Birmanie.
- Le 3 novembre, en marge du sommet, le Secrétaire général des Nations unies a exprimé ses inquiétudes concernant le sort des 730 000 réfugiés du Rakhine : il a exhorté le gouvernement birman à résoudre les « causes profondes » de la crise et à tout mettre en place pour garantir un retour en toute sécurité. Aung San Suu Kyi a répondu que la Birmanie « ne se déroberait pas à sa responsabilité de veiller à la sécurité et aux droits de tous ceux qu'elle devait protéger ».
- Le 3 novembre, elle a aussi échangé sur la coopération bilatérale dans les secteurs du commerce et des infrastructures, et sur la situation transfrontalière de la Birmanie et de l'Inde avec le premier ministre indien.

❖ États-Unis

- Du 27 au 30 octobre, le responsable américain du bureau des Affaires de l'Asie du sud-est et du Pacifique au département d'État, David Stilwell, s'est rendu en visite officielle en Birmanie.
- Le 29 octobre, il a rencontré la conseillère pour l'État Aung San Suu Kyi, à laquelle il a réaffirmé le soutien des États-Unis à la transition démocratique et au processus de paix en Birmanie. Ils ont aussi discuté du renforcement des relations bilatérales entre les deux pays dans les secteurs de l'éducation, de l'économie, des investissements, du développement des transports et des infrastructures, ainsi que de la protection de l'environnement.
- Le 29 octobre, il a aussi rencontré le ministre de la Coopération internationale, le ministre de l'Investissement et des Affaires économiques extérieures, ainsi que le ministre de la Défense. Il a aussi rencontré des représentants de la société civile à Sittwe.

Économie

❖ Salaire minimum

→ Le salaire minimum, qui s'élevé à 4 800 kyats par jour, ne suffit pas pour couvrir le coût moyen de la vie quotidienne, estimée entre 7 000 et 9 000 kyats. Win Zaw, membre du comité central de la Confédération des syndicats de Birmanie (CTUM) et du comité national pour le Salaire minimum, estime qu'il faut réévaluer le salaire minimum.

❖ Électricité

→ Le ministère de l'Électricité et de l'Énergie a annoncé qu'il craignait d'importantes coupures d'électricité l'été prochain, car les pluies ont été trop faibles cette année pour alimenter parfaitement l'ensemble des barrages électriques du pays. Des plans de rationnement devraient être mis en place.

❖ Marché des pierres précieuses de Mandalay

→ Les entreprises birmane *Myanmar Global South Internet-Tec* et chinoise *Beijing Transferring Spirit Co* ont annoncé avoir signé un accord pour développer le marché des pierres précieuses et de jade de Mandalay sur Internet.



Titre : Ex-aequo

Explication : La personne qui représente les populations civiles de Birmanie a reçu de manière équitable des coups venant des groupes armés karen, rakhine, bamar, kachin, etc.

Crédit caricature : The Irrawaddy

Ce document ne prétend pas à l'exhaustivité et ne reflète que des commentaires ou analyses parus dans la presse birmane, qui n'engagent en rien le point de vue propre de l'Ambassade.